

ÉGALITÉ entre les nos acquis



Au cours des derniers mois, le Secrétariat à la condition féminine a procédé à une consultation sur le renouvellement du *Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes*, lequel couvrait la période 2011-2015. Plus informelle qu'auparavant, cette consultation était sur invitation seulement, excluant d'emblée plusieurs groupes de femmes, et s'est faite sans commission parlementaire tel que prévu dans la Politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*, adoptée en 2006.

La consultation a porté sur divers thèmes et enjeux du Plan d'action actuel, à savoir les stéréotypes sexuels et sexistes, la mixité en formation et en emploi, l'équité économique, la conciliation travail-famille-études (CTFÉ), la participation des femmes et des hommes dans les lieux de pouvoir et d'influence. D'importants enjeux ont été exclus notamment la santé des femmes (y compris au travail) et les violences à l'égard des femmes.

Le document faisant office de bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental est bien loin de nos attentes : des résultats anémiques, une énumération d'actions disparates et plus ou moins pertinentes réalisées par divers ministères, une absence totale d'analyse d'impact sur les mesures mises en place... C'est d'un grand manque de sérieux!

Des enjeux cruciaux

En consultation, la FTQ a soulevé plusieurs inquiétudes face à de nouveaux reculs possibles pour les femmes et les travailleuses.

La faiblesse des réalisations rapportées nous invite à la plus grande prudence. En effet, la FTQ craint que la *Politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes* -- qui vient à échéance en 2017 -- pourrait ne plus se résumer qu'à une sorte de coquille vide sans vision globale de grands enjeux comme l'emploi, la CTFÉ, la santé des femmes, et sans reddition de compte du gouvernement en matière d'égalité.



SOMMET DES

Plus de 75 ans après l'obtention du droit de vote au Québec, des femmes de tous horizons seront rassemblées à Montréal le 4 mars lors d'un premier Sommet des femmes.

Cet événement est organisé par trois femmes bien connues : Lise Payette (ex-ministre et chroniqueuse au Devoir), Léa Cousineau (première femme à présider le comité exécutif de la Ville de Montréal) et Martine Desjardins (leader étudiante universitaire lors de la grève de 2012).

femmes et les hommes : encore menacés

La persistance du mythe de l'égalité-déjà-atteinte

Selon plusieurs, l'égalité entre les sexes serait déjà atteinte au Québec. La réalité des femmes et des travailleuses continue pourtant d'être tout autre. Des écarts significatifs persistent entre les hommes et les femmes, que ce soit en emploi, en éducation, dans le domaine de la santé, de la conciliation travail-famille-études, en matière de sécurité, dans les lieux de pouvoir, etc.

Par exemple, en emploi, les femmes ont un important rattrapage à faire. Elles continuent d'être cantonnées dans certaines professions traditionnellement féminines, toujours moins bien reconnues et rémunérées que celles occupées par les hommes; elles ont peu progressé dans les diverses professions masculines; elles continuent d'occuper la plus grande partie des emplois précaires (temps partiel, salaire minimum, etc.); elles continuent de toucher des salaires horaires et des revenus moindres, y compris à la retraite.

À cette situation se couplent des conditions de vie et de travail qui se dégradent de plus en plus, une précarité et pauvreté grandissantes, un accès fragilisé aux programmes sociaux et services publics (santé, éducation, services de garde...), des difficultés accrues de conciliation travail-famille-études; une recrudescence des violences à leur égard, etc.

Reconnaissant ces problèmes -- pour la plupart spécifiques aux femmes --, le gouvernement avait adopté, via Emploi-Québec, la Stratégie d'intervention pour la main-d'œuvre féminine et en avait fait un engagement de son plan d'action pour l'égalité.

Les retards que connaissent les femmes dans presque tous les domaines requièrent toujours des mesures correctrices fortes et efficaces. Or, depuis l'avènement au pouvoir du gouvernement Couillard au printemps 2014 et l'ère d'austérité qu'il nous impose, elles essuient surtout des reculs un peu partout. Tout comme le gouvernement de M. Harper, celui de M. Couillard n'hésite pas à attaquer les droits et acquis des femmes, au mépris du principe de l'égalité entre les sexes et de tous les engagements nationaux et internationaux qu'a pris l'État québécois à cet égard.

En vigueur depuis plus de 10 ans, la Politique gouvernementale du Québec « Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait » arrivera à échéance en 2017. Elle est accompagnée de plans de mise en œuvre. Le deuxième plan d'action qui prenait fin le 31 mars dernier a été prolongé d'un an pour permettre au gouvernement de faire la mise à jour de la Politique et d'élaborer un troisième plan d'action gouvernemental.

FEMMES

Sont attendues près d'un millier de femmes pour entendre le premier ministre Couillard et les autres chefs des partis politiques du Québec sur leur plan d'action pour que les femmes atteignent vraiment l'égalité.

Un manifeste des femmes¹ a été lancé en amont en novembre dernier pour présenter les exigences des femmes, non leurs revendications.

« Nous ne demandons pas, nous ne nous mettons pas à genoux, nous ne supplions pas; nous exigeons pour la première fois les changements que nous avons évalués nécessaires pour l'évolution de notre société », d'expliquer Mme Payette.

¹ Lise Payette et al., *Manifeste des femmes. Pour passer de la colère au pouvoir*, Québec Amérique, nov. 2015, 27 p.